

RAPPORT DU SÉMINAIRE DE RECHERCHE

La dématérialisation des rapports sociaux de sexe

Séminaire présenté par

ELSA GALERAND

Alliance de recherche IREF/Relais-femmes (ARIR)

Institut de recherches et d'études féministe (IREF)

Université du Québec à Montréal

Le 2 mai 2008

ELSA GELRAND est professeure au département de sociologie à l'Université de Moncton. Elle est membre du laboratoire Genre, travail, mobilités (GTM-CNRS, Université Paris 10 et Paris 8), du Réseau thématique 24 de l'Association française de sociologie et de l'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes. Elle travaille sur les conflits sociaux, les mobilisations collectives, les rapports sociaux de sexe et la division du travail en particulier.

Codirigée par Francine Descarries, professeure de sociologie à l'Université du Québec à Montréal et par Danièle Kergoat, directrice de recherche au CNRS (Paris), sa thèse de doctorat proposait de revenir sur la *Marche mondiale des femmes de 2000* et de l'envisager comme une tentative d'unification des résistances féminines qui participe à la dynamique de recomposition des conflits sociaux.



Parmi ses publications, mentionnons :

Les rapports sociaux de sexe et leur (dé)matérialisation. Retour sur le corpus revendicatif de la Marche mondiale des femmes de 2000, Thèse de doctorat, UQAM/Versailles Saint-Quentin, 2007.

« Retour sur la genèse de la Marche mondiale des femmes (1995-2001). Rapports sociaux de sexe et contradictions entre femmes », dans Jules FALQUET, Helena HIRATA et Bruno LAUTIER (Coord.), *Travail et mondialisation. Confrontations Nord/ Sud*, Paris, L'Harmattan, *Cahiers du Genre*, 40, 2006, 163-182.

En collaboration avec Danièle Kergoat, « Le potentiel subversif du rapport des femmes au travail », *Nouvelles Questions Féministes*, 27, 2, 2008, 67-82..

Texte mis en ligne : février 2009

Textes de référence

GALERAND, Elsa. « Sur l'intégration dissymétrique des contradictions de sexe et de classe dans le corpus revendicatif de la *Marche mondiale des femmes de 2000* », à paraître dans Olivier FILLIEULE et Patricia ROUX (Dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Politiques, à paraître en 2008.

DELPHY, Christine (2003). « Pour une théorie générale de l'exploitation (I) : en finir avec la théorie de la plus-value ». *Mouvements*, 26, 69-78.

DELPHY, Christine (2004). « Pour une théorie générale de l'exploitation (II) : repartir du bon pied ». *Mouvements*, 31, 97-106.

SASSEN, Saskia (2006). « Vers une analyse alternative de la mondialisation : les circuits de la survie et leurs acteurs ». *Cahiers du Genre*, 40, 67-90.

Une copie papier de ces quatre textes est disponible en référence à l'IREF :

Institut de recherches et d'études féministes
Université du Québec à Montréal
500, boulevard René-Lévesque Est
Pavillon WB, local 3200
Montréal (Québec), H2L 4Y3

Téléphone: (514) 987-6587
Télécopieur: (514) 987-6742
Courriel: iref@uqam.ca

Dans le cadre de ce séminaire de recherche, Elsa Galerand nous présente la thématique de sa thèse de doctorat : la dématérialisation des rapports sociaux. Ayant choisi comme terrain d'observation la Marche mondiale des femmes de 2000, Elsa Galerand retrace avec nous son cheminement analytique et théorique.

Ce que j'ai voulu faire c'est d'essayer de restituer ma thèse. Évidemment, il va falloir essayer de synthétiser au maximum. Pour vous expliquer ce que j'ai fait, j'ai choisi de reprendre ma soutenance de thèse tout en développant certains concepts, en particulier la conceptualisation du groupe des femmes en termes de classe de sexe et de rapports sociaux, que j'ai mobilisés dans ma thèse et qui ont fortement orienté le regard que j'ai posé sur la *Marche mondiale des femmes*.

J'ai organisé ma présentation en deux temps. Je vais d'abord revenir sur l'étape de construction de l'objet pour expliquer la manière dont j'ai interrogé la *Marche mondiale des femmes de 2000*. Ce qui veut dire aussi que ce que je vais dire est peut-être complètement obsolète. Je ne parle que de la *Marche mondiale des femmes* et si je veux montrer comment je l'ai interrogée, c'est parce que je n'ai évidemment pas interrogé toute la réalité de la Marche, mais seulement certains pans. Dans un premier temps, je vais essayer de rendre compte de ce cheminement qui m'a finalement conduite à centrer l'analyse sur ce que j'ai appelé l'un des paradoxes de la *Marche mondiale des femmes de 2000*. Ce paradoxe, je le schématise ici comme celui d'une lutte qui a d'abord et avant tout été construite pour et au nom des femmes. Une lutte qui, pourtant, fait l'impasse sur le problème de la division sexuelle du travail. Cette division échappe aux revendications de la *Marche mondiale des femmes de 2000*, comme elle échappe beaucoup plus largement au répertoire le plus médiatisé du mouvement alter mondialiste au moment où la Marche s'organise. J'essaierai d'expliquer comment je suis arrivée à ce paradoxe qui est finalement devenu mon objet d'étude. Ma thèse est organisée autour de ce paradoxe et des deux questions qu'il soulève :

- Comment expliquer que nous ayons délaissé la question du travail et de son organisation entre homme et femme ?
- Quels ont été les effets de ce délaissement sur les autres axes de revendication ?

Dans un deuxième temps, je tenterai de restituer les résultats obtenus sur ces deux questions.

La construction de l'objet et la question de recherche

Je commence en vous exposant la manière dont j'ai construit ma question de recherche à partir de ce paradoxe. Inévitablement, je ne peux pas résumer ici toutes les étapes de mon raisonnement et les nombreux va-et-vient entre l'expérience de la *Marche mondiale des femmes* au sein du Secrétariat international et de la littérature théorique sur le genre, les rapports sociaux de sexe, le patriarcat, le féminisme, mais aussi sur la mondialisation, le capitalisme, le néolibéralisme et les mouvements sociaux. Mon objet de thèse, comme vous pouvez le constater, se situe aux confins de plusieurs champs théoriques : sociologie du travail, sociologie des rapports de sexe, sociologie des luttes sociales, etc. Ce que je veux montrer principalement ici, c'est combien la fabrication de mon questionnement est liée,

d'une part, aux difficultés sur lesquelles j'ai buté et qui m'ont obligée à chercher des voies de contournements, et d'autre part, au choix de raisonner en termes de classe de sexe et de rapports sociaux pour interroger la *Marche mondiale des femmes* face aux institutions internationales en 2000.

Les difficultés

Au départ, je voulais faire de la *Marche mondiale des femmes* mon objet, je pensais naïvement pouvoir travailler sur la Marche en tant que mouvement social international. Elle était déjà en cours d'organisation lorsque j'en ai entendu parler pour la première fois. Dans la lignée de la *Marche du pain et des roses*, il s'agissait d'organiser un mouvement autonome féministe, anticapitaliste et à visée internationaliste et j'étais pour ma part fascinée par cette initiative pour plusieurs raisons qui renvoient à ma trajectoire personnelle à la fois militante et universitaire.

Je vais aller très rapidement là-dessus, mais, pour le dire vite, mon expérience de l'université française n'était pas extrêmement épanouissante. Je m'ennuyais, j'étais plus souvent dans les locaux militants que sur les bancs de la Faculté, les cours ne me parlaient pas et ne parlaient pas de femmes ni d'oppression et de domination masculine. Du côté militant, j'ai commencé par expérimenter comme bien d'autres, simultanément, la domination masculine et le déni de cette domination et de l'oppression des femmes dans une organisation d'extrême gauche anticapitaliste. C'est à l'intérieur de cette organisation-là que je suis devenue féministe ou plutôt que nous sommes devenues féministes puisque toutes les femmes qui y étaient présentes sont devenues féministes grâce à l'étude de notre expérience dans cette organisation ! Bref, l'envie de travailler, sur la Marche du pain et des roses d'abord, sur la Marche mondiale des femmes ensuite, est le produit d'une interaction entre ma prise de distance avec le militantisme mixte, ma volonté de persister dans le militantisme et ma trajectoire universitaire qui me conduisit au Québec, en particulier dans le cours de Francine Descarries. Ce cours, où j'y ai pris connaissance des théories féministes et des travaux de Christine Delphy, ainsi que le projet de la Marche Mondiale des femmes se sont présentés à moi, comme « d'heureux refuges théorico-militants ». Je pus enfin prendre de la distance avec le discours dominant en sociologie et avec l'expérience militante mixte. Ainsi, ma participation à l'organisation de la *Marche mondiale des femmes* va de soi du moment où je décide que je vais travailler sur cet objet. Pour moi, d'un point de vue méthodologique, il n'y a aucun problème. Je voulais travailler sur la *Marche mondiale des femmes*, pour mieux la connaître, il fallait militer à l'intérieur de son organisation. Il n'y avait aucune contradiction entre la *Marche mondiale des femmes* comme mouvement social que je souhaitais analyser en tant qu'étudiante en sociologie et la *Marche mondiale des femmes* comme espace militant, comme pratique combative, à laquelle j'avais envie de participer. Donc l'observation participante était parfaitement cohérente.

Je me suis donc impliquée dans la Marche au cours de la dernière année d'organisation de la mobilisation de 2000. J'ai, plus précisément, été accueillie au sein de l'équipe du volet international de la *Marche mondiale des femmes*. C'est-à-dire au sein de l'équipe des « travailleuses » qui, depuis Montréal, est en charge de

l'organisation de la mobilisation. Je suis accueillie comme étudiante-stagiaire à l'intérieur de cette équipe. Elle regroupe des employées à temps plein qui sont sous contrat. Elles ont été recrutées pour une période déterminée, chacune est assignée à un poste précis, même si les tâches peuvent varier selon les moments. Certaines d'entre elles parlent 5 langues, d'autres maîtrisent des logiciels informatiques. Bref, je suis accueillie dans une organisation qui constitue un espace militant formalisé et professionnalisé. Les militantes sont qualifiées. Ce à quoi je n'étais pas habituée, c'est donc la première chose qui m'a frappée.

La deuxième, c'est que tout le monde ne participe évidemment pas à l'organisation internationale. Si bien que l'inscription dans l'équipe des travailleuses me donne accès à un segment de réalité de la mobilisation qui n'est pas représentatif du groupe de femmes réellement mobilisées sous les bannières de la *Marche mondiale des femmes* à l'échelle internationale. Je n'ai aucune idée, comme les autres travailleuses d'ailleurs, du groupe de femmes réellement mobilisées. On ne peut pas saisir ce groupe : il est impossible de l'observer ou même de s'en faire une idée. Ce que l'expérience de l'organisation permet de constater c'est que la Marche n'est pas une réalité unifiée, saisissable comme dans son entièreté, et dont on peut facilement s'emparer et raisonner en tant que tel. Là je passe rapidement mais il suffit de penser aux conditions de luttes réelles entre le Congo, le Québec, la France, et autres, ainsi qu'aux rapports de force propres à chacune de ses formations sociales, il est bien évident que les répertoires revendicatifs et les modes d'action sont multiples. Là, nous sommes vraiment dans la diversité et nous n'avons même pas idée depuis les bureaux de tout ce qui s'est organisé sous les bannières de la Marche mondiale des femmes.

Au fil de l'observation à l'intérieur de l'équipe, la cohérence entre travailler sur la Marche comme mouvement social et travailler dans la Marche n'était plus tout à fait si claire. Il y avait en fait deux marches qui m'apparaissaient comme deux objets, deux réalités dissociées : (1) la Marche comme lutte sociale, comme mouvement et groupe de femmes mobilisées dans l'arène internationale et (2) la Marche comme espace-bureau, comme organisation professionnelle, comme « entre-nous » entre travailleuses. Pour ma part, c'était la première qui m'intéressait comme mouvement social international. Et pour revenir à cette première Marche, il m'a fallu non seulement mettre à distance la seconde, c'est-à-dire la période de l'observation dans l'équipe d'organisation, mais il m'a fallu aussi évacuer ce que cette expérience m'a permis d'observer, c'est-à-dire l'observation en temps réel de la Marche en train de s'organiser. Il me fallut aussi plonger plus rigoureusement dans les débats théoriques qui traversent l'analyse féministe et ceux traversant l'analyse des mouvements sociaux.

Produire de la distance

Pourquoi j'ai eu besoin de mettre à distance ce que j'avais vécu et observé à l'intérieur de l'organisation, cette question n'est pas tout à fait réglée pour moi, mais il me semble qu'elle renvoie à deux problèmes de méthodologie qui sont liés l'un à l'autre. Le premier est un problème de savoir faire sur le terrain qui est lui-même lié à un problème de délimitation préalable de l'objet. Le second est un problème de légitimité de la position de « chercheure » vis-à-vis des militantes. Ce

problème se traduit concrètement, en situation d'observation, par une résistance de ma part à prendre de la distance, à « rationaliser » ou à objectiver. Je pense des choses, je suis militante, j'ai des opinions et je ne suis pas plus objective que n'importe quelle autre travailleuse de la *Marche mondiale des femmes*.

Savoir-faire

D'abord, en arrivant à la Marche, je ne savais absolument pas ce que je cherchais, je ne savais pas sur quoi j'allais travailler donc je ne savais pas quoi noter. L'observation n'a donc pas été suffisamment préparée. Cela explique le contenu de mes cahiers d'observation ainsi que les difficultés rencontrées après pour les utiliser. En ce qui concerne le contenu, ce que je peux dire aujourd'hui c'est qu'il montre très bien finalement que je suis sur place une « travailleuse » comme les autres, et que comme les autres y compris la coordonnatrice, je suis dans une position ambivalente liée à la tension entre le statut de « travailleuse » et les raisons militantes d'être là. Les deux statuts sont en effet très formellement dissociés à l'interne. C'est que la *Marche mondiale des femmes* est organisée au niveau international suivant les principes de la délégation et de la représentation. Les travailleuses ne représentent personne sinon elle-même. Officiellement elles n'ont donc pas la légitimité des représentantes, qu'il s'agisse des représentantes de l'organisation québécoise qui composent le comité de coordination ou de celles qui composent le comité de liaison internationale. Le contenu de mes cahiers montre aussi que, comme les autres, je suis rapidement débordée. Si bien que mes notes comprennent des récits sur des conflits latents, des débats militants, mais aussi des impressions personnelles, des listes de choses à faire, des rendez-vous, des extraits de discussion, etc. Toutes ces notes sont entremêlées et désordonnées. Mes cahiers ne ressemblent à rien !

Lorsque l'équipe d'organisation du volet international de la Marche est dissoute, comme la plupart des travailleuses, je quitte les bureaux et, de mon côté, retourne à l'université. Après cette immersion, il m'a donc semblé qu'il fallait que je fasse deux choses. D'une part, il fallait que je définisse plus précisément mon objet et construire une question de recherche, un fil directeur sur lequel il soit concrètement possible de travailler. La Marche nous avait dépassées collectivement en tant que militantes et travailleuses ; il était bien évident qu'elle me dépassait comme objet en tant que doctorante en sociologie. D'autre part, il me fallait affronter le problème classique de la légitimité de l'activité sociologique vis-à-vis de l'activité militante. Les militantes que j'ai rencontrées et avec lesquelles j'avais noué des liens d'amitié avaient consacré des heures et une énergie incroyable à organiser cette mobilisation qu'il me fallait sociologiquement déconstruire et décortiquer en essayant d'éviter deux risques : (1) celui de disqualifier la *Marche mondiale des femmes de 2000* et (2) celui de verser dans l'angélisme alors que je m'intéresse aux rapports de pouvoir.

Ce problème compliqué du rapport à l'objet a été très important car il a structuré ma démarche, et, pour être honnête, il m'a véritablement paralysée pendant quelques années. Je ne savais pas comment utiliser ce que j'avais pu observer. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne l'organisation du travail militant. J'ai longtemps résisté à m'emparer de cette question, alors même que

j'étais convaincue sur le fond de son importance pour la conduite des luttes. Je crois aujourd'hui que l'absence des hommes dans l'organisation a fortement joué sur ma « paralysie ». Dans la Marche ou « à la Marche », nous étions dans un espace non-mixte, je n'avais donc pu voir que des rapports de travail entre femmes. J'avais choisi de travailler sur une lutte féministe, il n'était pas question de réduire la Marche à des rapports professionnalisés entre femmes. L'absence physique des hommes faisait ainsi courir le risque de centrer le regard sur ces relations entre femmes et d'oublier que les femmes ne sont que socialement des femmes. C'est-à-dire d'oublier que leurs pratiques sont prises dans les rapports sociaux de sexe. Donc j'ai commencé par évacuer complètement mes notes d'observation. Je renonçais à analyser la période d'observation. Ce que j'avais observé depuis l'équipe de travail ne rendait pas justice à l'initiative de la *Marche mondiale des femmes*, au projet et à l'utopie que cette initiative portait.

Contourner le problème

Pour me ressaisir de la *Marche mondiale des femmes* comme action collective et comme mouvement, je suis donc repartie des objectifs de la Marche, de sa structure symbolique en particulier. Par cette notion de « structure symbolique », je veux désigner la *Marche mondiale des femmes* telle qu'elle est définie sur le papier, c'est-à-dire dans le matériel discursif, des premiers outils de mobilisation, à la plate-forme de lutte commune. À ce moment-là, la mise en suspens de l'expérience de l'observation et le choix de travailler uniquement sur le matériel discursif m'a concrètement permis de me remettre au travail de recherche parce que j'ai pu contourner les problèmes sur lesquels je butais, les suspendre au moins pour un temps dont le problème de savoir quel usage j'allais faire de mes observations.

Classe de sexe et rapports sociaux

Je suis donc repartie de la définition de la *Marche mondiale des femmes* dans le matériel de mobilisation. Comme d'autres mouvements féministes, la Marche a pour particularité de s'être construite sur l'appartenance de sexe, au nom des femmes et pour les femmes. Il s'agissait de l'un des principaux objectifs politiques du projet sur la base duquel des femmes s'étaient collectivement mobilisées dans plus de 161 pays. Ce projet était, je cite, « fou, un peu délirant, irréaliste », disaient les militantes. Sa composante utopique était extrêmement forte. Le simple fait de poser d'une part, les femmes comme un sujet politique et, d'autre part, l'unification entre femmes comme étant pensable, souhaitable et possible au-delà des clivages entre femmes (e.g de classes, Nord-Sud, etc.), était un coup de force symbolique. Cet enjeu politique devait donc apparaître dans ma thèse. Il fallait lui trouver une traduction sociologique.

La question principale dont je suis repartie à ce moment-là était donc la suivante : comment expliquer sociologiquement que des femmes de 161 pays puissent se reconnaître dans un appel à se mobiliser en tant que femmes ? Comment expliquer que l'appartenance de sexe puisse servir de principe d'identification pertinent pour l'organisation d'une lutte sociale ? Pour le dire autrement, il me semblait qu'il fallait commencer par théoriser le groupe de femmes mobilisées sous les bannières de la Marche (même si je ne peux pas

l'observer et m'en faire une réelle idée, je sais qu'il existe) comme un groupe potentiellement mobilisable en amont ; et potentiellement mobilisable non pas pour des raisons biologiques mais pour des raisons proprement sociales.

Je m'explique. Pour que le projet de la *Marche mondiale des femmes* mobilise réellement, il fallait bien préalablement que l'appel à s'organiser en tant que femmes fasse sens. Il fallait donc que cet appel soit ajusté à des prédispositions collectives, à commencer par ce sentiment déjà-là et « déjà-collectif » (non pas individuel) d'appartenir au groupe des femmes. On ne se mobilise en tant que femmes que si l'on appartient à une formation sociale déjà structurée en hommes et en femmes. Or, si cette structuration, cette existence d'hommes et de femmes semble évidente, on ne peut en aucun cas se contenter de constater cette existence de la division sexuelle et en partir pour expliquer une mobilisation féministe. L'organisation du monde social en hommes et en femmes sur laquelle les mouvements féministes se construisent fait partie intégrante de ce qu'il fallait expliquer et ce, sociologiquement.

J'ai un problème parce que la sociologie des mouvements sociaux, ses courants dominants tout du moins, sont muets sur ce point. En effet, si de nombreux sociologues sont prêts à admettre que la division hommes/femmes est structurante, qu'elle organise les perceptions (les schèmes de pensée et d'action, les sentiments d'appartenance, etc.) comme les pratiques (les attitudes corporelles, le rapport à l'espace, au travail, au temps, etc...), ces sociologues n'admettent pas que cette division soit en elle-même socialement et historiquement produite comme les autres divisions sociales. Si bien que les luttes de femmes sont très rarement étudiées, elles font partie des objets délaissés de la sociologie et lorsqu'elles sont étudiées, elles sont le plus souvent étudiées comme des luttes biologiquement féminines, elles s'en trouvent ainsi complètement dépolitisées. Le sens même des luttes féministes est retourné dans l'analyse dominante. Pour éviter ce biais, il fallait donc remonter en amont et intégrer dans l'analyse la construction sociale du sexe comme principe d'organisation sociale. C'est cette nécessité qui m'a conduite à me replonger dans la littérature théorique et à m'approprier l'analyse matérialiste de l'oppression des femmes, c'est-à-dire l'analyse selon laquelle les rapports de pouvoir qui produisent des hommes et des femmes sont des rapports de classe au sens plein du terme, c'est-à-dire des rapports de domination symbolique, d'oppression physique mais aussi d'exploitation matérielle. Je dois dire quelques mots de ce choix théorique et politique de raisonner en termes de classes de sexe car il a beaucoup joué sur la façon dont j'ai interrogé la *Marche mondiale des femmes*.

L'analyse en termes de classe de sexe

D'abord le concept de « classe de sexe » que j'ai utilisé n'est pas une simple transposition analogique de la définition marxienne de la classe appliquée aux groupes de sexe. Il prend appui sur ses redéfinitions féministes du concept de classe (celles de Colette Guillaumin et Christine Delphy en particulier). En étendant le champ de pertinence de ce concept pour l'analyse de l'oppression des femmes, les féministes matérialistes ont aussi profondément modifié le contenu même du concept de classe. Elles ont démontré que le mode d'exploitation capitaliste n'avait

pas absorbé les autres rapports de production, que le « sexage » de Colette Guillaumin ou le « mode de production domestique » de Christine Delphy était irréductible au capital. Elles ont démontré que la figure du travailleur salarié libre de vendre sa force de travail contre salaire n'était pas la seule figure exploitée dans nos sociétés, que cette figure était donc insuffisante pour rendre compte de la réalité de l'exploitation. Elles ont donc renversé le dogme de la solitude de l'exploitation de classe. Les féministes matérialistes ont aussi ouvert la voix pour penser la pluralité des rapports de pouvoir et les relations qu'ils entretiennent les uns aux autres, sans les hiérarchiser les uns vis-à-vis des autres. Ce que Danièle Kergoat a formalisé pour sa part en postulant la « co-extensivité » et la « consubstantialité » des rapports sociaux.

Très rapidement, ce concept dit que les rapports sociaux qui produisent des groupes antagoniques sont pluriels, qu'ils sont irréductibles les uns aux autres, comparables entre eux et qu'ils ne sont pas simplement juxtaposés mais qu'ils se coproduisent mutuellement et réciproquement. Ce système théorique rejoint d'autres propositions d'articulation des rapports de pouvoir en refusant l'hypothèse d'un conflit principal ou central sur laquelle la définition marxienne de la classe est fondée. Autrement dit, lorsque l'on raisonne en termes de rapports sociaux, que l'on admet que les rapports de pouvoir qui s'analysent comme des rapports de classe sont pluriels, on modifie, cela vient profondément complexifier la définition même de ce qu'est une classe, le problème de sa constitution, de la conscience de classe et de son unification politique. Qu'il s'agisse de la classe ouvrière, de celle des femmes, des racisé-e-s, des colonisé-e-s, aucune de ces classes n'est le produit d'une seule contradiction, chacune de ces classes est intrinsèquement clivée. Ce qui veut dire que l'unification d'une classe quelle qu'elle soit ne peut pas se faire en dépit des contradictions qui la traverse. Ces contradictions doivent être intégrées dans l'analyse et dépassées. Reconnaître cela, c'est bien reconnaître que la classe des femmes est intrinsèquement clivée par des rapports de pouvoir, mais en aucun cas, cela ne veut dire que la classe des femmes n'existe pas. Elle n'existe pas plus ni moins que la classe des ouvriers(ères) ou que la classe des racisés(es).

Si les féministes matérialistes proposent d'étendre son champ d'application pour l'analyse de l'oppression des femmes, des racisés(es), des colonisés(es), c'est que ce concept est particulièrement subversif. Il contient en effet tout à la fois une théorie de l'oppression et une théorie de l'émancipation qui suppose la suppression des groupes qu'il sert à désigner et qui rend cette suppression pensable, soit la suppression des groupes de sexe. Ce concept de classe de sexe a précisément été construit pour cela, pour rendre l'idée même de cette suppression pensable. Il a été construit contre la définition essentialiste et fixiste des catégories d'hommes et de femmes pour laquelle ces catégories sont fondées sur des propriétés « naturelles » déjà là et pour toujours. Le concept de classe de sexe a également été construit contre l'idéologie naturaliste et idéaliste de l'existence d'une identité femme qui serait complètement a-historique, a-sociale, universelle et éternelle.

Appliqué aux catégories de sexe, le concept de classe s'oppose d'abord au biais substantialiste qui prend les groupes de sexe pour acquis, donc indépassables. Il remonte au mode de constitution des groupes de sexe. Il dit que ces groupes n'existent que dans et par les rapports sociaux qui les produisent, ni en dehors, ni

en amont, ni au-delà de ces rapports¹. Cela veut dire que si, en amont, on abolit le rapport d'oppression, de domination, d'exploitation, on abolit aussi les groupes de sexe produits par ces rapports. Les hommes et les femmes sont donc, dans cette définition, des groupes antagoniques et unis selon le principe dialectique de l'unité des contraires, le principe qui est contenu dans la définition de rapport social.

Ces rapports sont « sociaux ». Dire qu'ils sont sociaux, c'est dire qu'ils n'ont pas de causalité biologique ; qu'il n'y a rien dans le corps des femmes qui explique leur oppression, mais plutôt que c'est l'oppression qui a construit les corps féminins comme étant différents. Ce n'est pas l'inverse. Dire que ces rapports sont sociaux, c'est également dire qu'ils sont historiques, organisés socialement et qu'ils sont donc réversibles. Un rapport social est en effet un rapport de force dynamique qui se joue et se rejoue en permanence, qui se déplace dans le temps comme dans l'espace comme cela a amplement été démontré par les anthropologues et les historiennes en particulier. Les rapports entre les hommes et les femmes prennent des formes propres à chaque société. Dans toutes les sociétés étudiées par les anthropologues, on observe des rapports sociaux de sexe et une division sexuelle du travail.

Ce rapport constitutif devenu premier dans l'explication de l'existence d'hommes et de femmes est par ailleurs nécessairement un rapport de production matériel. Même s'il est aussi idéal, il ne saurait être exclusivement idéal. L'application du concept de classe aux groupes de sexe engage ainsi une seconde rupture. Il oppose à une compréhension idéaliste de l'oppression des femmes, une explication matérialiste de cette oppression. Les classes de sexe comme l'idée de sexe ne sont pas des constructions purement symboliques ou idéologiques déconnectées des rapports de production de la vie en société. L'existence de catégories d'hommes et de femmes ne repose pas seulement sur des idées qu'il suffirait de déconstruire par un jeu de langage ou par la transgression des normes. Car les idées sont absolument indissociables des conditions matérielles dans lesquelles et les hommes et les femmes sont pris pour produire leur propre moyen

¹ Le concept de classes « dit que l'on ne peut pas considérer chaque groupe séparément de l'autre, puisqu'ils sont unis par un rapport de domination, ni même les considérer ensemble mais indépendamment de ce rapport. Caractérisant ce rapport comme un rapport d'exploitation économique, le concept de classe met en outre la domination sociale au coeur de l'explication. On peut discuter des mobiles (l'exploitation économique) attribués à cette domination, on peut même les contester ou les changer sans qu'il soit besoin de changer le schéma fondamental. C'est un concept lié à une vision conflictuelle et donc duelle de la société et qui, de ce fait, a ses limites ; mais on voit en revanche comment il s'applique aux classifications exhaustives, hiérarchiques et justement dichotomiques ; mais surtout aux classifications qui sont internes à une société donnée comme les classifications femmes/hommes, adultes/enfants, blancs/non-blancs, etc. Faute d'utiliser ce concept et la théorie qu'il contient de la constitution simultanée *et* des groupes *et* de leur hiérarchisation, on est conduit à considérer implicitement les groupes sociaux comme des ethnies se rencontrant par hasard sur un même territoire, et auraient pu, n'était cette malheureuse rencontre, vivre en paix, chacun de leur côté « le reste de leur âge », comme le dit Ronsard. Le concept de classe part de la notion de construction sociale et en précise les implications. Les groupes ne sont plus *sui generis*, constitués *avant* leur mise en rapport. C'est au contraire leur rapport qui les constitue en tant que tels. Il s'agit donc de découvrir les pratiques sociales, les rapports sociaux qui, en constituant la division sexuelle, créent les groupes dits « de sexe » ». (Delphy, *De l'exploitation au concept de genre*, Thèse présentée comme exigence partielle du doctorat en sociologie, Université du Québec à Montréal, 1998 : 24).

d'existence. C'est la définition même du mode de fonctionnement matérialiste et je cite Paola Tabet :

« Les affirmations sur la maternité, le sexe comme fonction des femmes ne sont pas seulement idéologiques : leur réalité est bien matérielle. La division sexuelle du travail avec ces formes d'accès aux moyens de production, aux outils (...), la répartition inégale des ressources, l'inégalité des salaires, tout cela, de manière différente selon les sociétés constitue la base de l'échange inégal où les femmes cèdent non seulement leur capacité de travail, leur travail productif, mais aussi leur capacité de procréation, leur corps entier ».²

Même si la lutte sur le terrain idéologique est absolument essentielle, elle est insuffisante. Les catégories de sexe n'existent pas uniquement dans les têtes, sous formes de schèmes de perception. Les rapports sociaux de sexe qui produisent des corps, mais aussi des sentiments d'appartenance sont aussi des rapports déterminés de production. C'est-à-dire des rapports sociaux d'exploitation. C'est cette dimension des rapports sociaux de sexe que les marxistes niaient justement que les féministes matérialistes ont mis en évidence. Les hommes et les femmes ne sont pas dans des situations d'inégalité pour des raisons idéologiques. Ils sont dans une situation d'inégalité face à l'économie parce que les hommes s'approprient le travail des femmes. L'oppression des femmes, toujours selon la définition matérialiste, se déploie en trois dimensions dissociables les unes des autres : physique, symbolique et matérielle. Ainsi, les concepts de sexage, de mode de production domestique et de division sexuelle du travail ont pour point commun d'accorder une importance cruciale à la question de l'organisation du travail pour comprendre l'organisation des sociétés en hommes et en femmes.

C'est donc par le biais de ce parcours théorique, en passant par cette conceptualisation du groupe des femmes en termes de classe de sexe et en prenant appui sur les acquis de l'analyse féministe matérialiste que je suis arrivée à la question du travail. Non pas par le biais du travail militant et de sa distribution entre femmes observés à l'intérieur de l'organisation de la Marche, mais par le biais de la centralité du travail pour l'analyse matérialiste de l'oppression des femmes. Fondement matériel de cette oppression, le travail devait aussi être un levier pour l'émancipation. C'est donc cette théorisation du groupe des femmes comme groupe probable ou potentiellement mobilisable produit par les rapports sociaux de sexe, la division sexuelle du travail et traversé par les autres rapports sociaux (e.g. racisme, colonialisme), que j'ai choisi de confronter le matériel discursif de la *Marche mondiale des femmes* au contenu de la lutte conduite face aux institutions internationales en 2000.

Un paradoxe

Cette confrontation m'a permis de repérer des effets de brouillage, c'est-à-dire des écarts entre la classe observée et la classe idéale qui nous conduit vers la suppression des groupes de sexe, ce qui est tout à fait normal. J'ai aussi repéré ce que j'ai nommé un véritable paradoxe : celui de l'absence de revendication

² Paola Tabet, *La Construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps*, Paris/Montréal, L'Harmattan, 1998 : 96-97.

s'attaquant frontalement au problème de la division sexuelle du travail, c'est-à-dire au problème de l'exploitation particulière que subit la force de travail féminine dans les rapports sociaux de sexe. Ce problème échappe au corpus revendicatif de 2000.

À cette absence s'ajoutait un second constat qui me ramenait au même paradoxe : la Marche s'était construite autour de revendications économiques qui semblaient s'attaquer au capitalisme néo-libéral et à son extension à l'échelle internationale, alors même que les femmes sont théoriquement divisées par des contradictions de classe et des contradictions Nord/Sud. En revanche, la Marche avait manqué de se dissoudre au sujet de deux revendications directement liées aux contradictions de sexe en matière de sexualité et de reproduction, soit la question de l'avortement et, pour aller vite, des droits des lesbiennes. Il s'agissait bien d'un seul et même paradoxe au regard du système d'hypothèses auquel j'étais parvenue en faisant travailler la problématique des rapports sociaux. Suivant ma compréhension du moment, ce système d'hypothèses était le suivant :

- C'est dans et par les rapports sociaux de sexe, et seulement dans ces rapports, que les femmes occupent des positions structurellement homologues, qu'elles partagent donc des propriétés de positions ;
- Par opposition et simultanément, les femmes occupent des positions objectivement contradictoires dans les autres rapports de pouvoir qui produisent d'autres appartenances collectives et, par conséquent, d'autres classes probables susceptibles de se cristalliser (les racisés(es), les ouvriers(ères), les colonisés(es)) et de produire des clivages entre femmes ;
- À partir de cette première construction, c'est donc théoriquement sur le front des contradictions de sexe qu'un groupe de femmes mobilisé au nom de toutes les femmes a le plus de chances de formuler des objectifs de lutte unificateurs, alors qu'il est objectivement prédisposé à se trouver divisé sur d'autres fronts de lutte.

Il y avait donc un paradoxe au regard de ce système d'hypothèses ainsi qu'un décalage entre la définition du sujet de la *Marche mondiale des femmes* et son contenu revendicatif. Alors que la Marche avait pour particularité d'avoir été construite comme une lutte de femmes *en tant que femmes*, sur la seule appartenance de sexe comme principe de classement mobilisateur, elle avait pris une direction alter mondialiste laissant échapper l'enjeu que représente la division sexuelle du travail.

Autrement dit, du point de vue de la définition de son sujet, elle avait réalisé un véritable coup de force symbolique, celui de donner la priorité à l'appartenance de sexe et de faire de cette appartenance un principe de regroupement pertinent et possible au-delà des clivages de classe, de race et Nord/Sud. Mais lorsque je déplaçais l'analyse de la définition de son sujet aux pratiques revendicatives, cette centralité de l'oppression des femmes semblait se diluer. Elle était plus justement rabattue sur la question des violences faites aux femmes, tandis que celle de la pauvreté était davantage rapportée au capitalisme néo-libéral comme système économique unique. La plate-forme revendicative de la Marche était effectivement divisée en deux volets, en deux catégories séparées de revendications : celles qui

consistent à lutter contre « le système économique dominant » jugé responsable de la pauvreté, soit le « capitalisme néolibéral »; celles qui visent à lutter contre le « patriarcat » et « les violences faites aux femmes ». Si bien que les revendications économiques avaient pour point commun de s'attaquer à des politiques économiques qui ont des effets sexués mais qui n'expliquent pas l'exploitation particulière que subit la force de travail féminine. À titre d'exemple, on sait très bien que la dette n'a pas les mêmes effets différents sur les hommes que sur les femmes. Bien qu'étant une revendication légitime, revendiquer l'annulation de la dette ce n'est pas s'attaquer à cette dissymétrie entre les hommes et les femmes. Cela expliquait d'ailleurs le bilan que nous avons fait en octobre 2001 selon lequel « nos revendications économiques n'étaient pas assez féministes ».

Quant aux revendications relatives aux violences, deux d'entre elles divisaient le collectif. Elles s'attaquent toutes deux aux violences en matière de sexualité et de reproduction forcée *via* l'interdiction et la répression de l'avortement. Deux formes de violences dont Paola Tabet (1998) a justement montré qu'elles étaient indissociables de la division sexuelle du travail. Ainsi, non seulement cette question nous avait échappé, mais son occultation pouvait être explicative des difficultés que nous avons rencontrées en rencontre internationale pour dépasser les clivages politiques sur les questions de sexualité et d'avortement.

C'est ainsi que la place réservée à la question de l'organisation sexuée du travail dans le corpus revendicatif de la Marche mondiale des femmes de 2001 s'est finalement imposée à moi comme un objet de réflexion central. C'est donc cette impasse paradoxale qui est finalement devenue mon objet, le centre de mon questionnement qui prend deux directions :

- Comment expliquer l'absence de revendication s'attaquant frontalement à la division sexuelle du travail, à l'exploitation du travail gratuit notamment au regard de son importance dans la vie des femmes dans le cadre d'une plateforme de lutte construite pour les femmes ? Cette première question pose plus largement le problème des obstacles à la construction d'un rapport collectif au travail.
- Quels sont les effets de cette occultation sur les autres axes de revendication, en matière de reproduction, de sexualité, de violences faite aux femmes, mais aussi en matière de lutte contre la pauvreté, d'opposition au capitalisme néolibéral et à la mondialisation ?

Résultats

Du côté des explications, l'analyse est bien sûr inachevée. Je ne prétends en aucun cas avoir des réponses arrêtées expliquant pourquoi on a oublié la division sexuelle du travail. Je tiens également à souligner que je fais partie de ce « on ». J'étais effectivement une des premières à dire que l'on devait reprendre les revendications du mouvement alter mondialiste. Trois hypothèses de travail ont été testées.

Première hypothèse

La première hypothèse est celle d'un ajustement du délaissement du problème de la division sexuelle du travail, de l'assignation prioritaire des femmes au travail gratuit, aux conditions réelles d'existence des femmes. Ce délaissement correspond-il à une évolution objective de l'organisation du travail entre hommes et femmes ? Assiste-t-on dans le contexte dit de mondialisation à une relocalisation massive de la force de travail féminine et simultanément à un effacement de la division sexuelle du travail au profit d'autres formes d'exploitation, celles qui sont le plus souvent convoquées dans le répertoire alter mondialiste sous la notion de mondialisation, qui sont donc en principe au centre de l'opposition à la mondialisation néo-libérale ou à la mondialisation des marchés ? Le capital aurait-il pris le dessus sur la division sexuelle du travail ?

En m'appuyant sur les données statistiques, j'ai tenté de montrer que l'essentiel de l'exploitation de la force de travail féminine se réalise en dehors de l'échange marchand et du rapport salarial. D'après les estimations, il n'existe pas d'explication objective au délaissement de la question du travail domestique ou gratuit dans le cadre d'une lutte conduite pour les femmes. Le travail réalisé gratuitement, non échangé contre rémunération occupent les deux tiers du travaillé des femmes, la proportion s'inverse pour les hommes : les deux tiers de leur temps travaillé est consacré au travail rémunéré. Cependant, j'ai insisté sur le fait que les militantes venues des quatre coins du monde ne peuvent s'appuyer sur une communauté de situation pour construire un rapport de force politique collectif sur cette question de la distribution sexuée du travail. En effet, le rapport que les femmes entretiennent au travail, qu'il s'agisse de l'emploi ou du travail domestique, n'est pas unifiable. Il varie en fonction des positions occupées dans les rapports sociaux de classe, Nord/Sud, etc. en ce moment, nous assistons au contraire à une dualisation de l'emploi féminin et à une division de plus en plus poussée du travail reproductif entre femmes. Pensons par exemple au phénomène des aides ménagères venant des pays du Tiers monde pour effectuer les travaux domestiques des femmes occidentales. Ces deux tendances n'entament cependant pas les rapports sociaux de sexe, elles ne semblent pas effriter le rapport dissymétrique que les hommes et des femmes entretiennent au travail gratuit et/ou rémunéré. Le contexte actuel n'est pas plus celui d'une homogénéisation de la condition féminine, certainement pas, que celui d'un effacement de l'antagonisme homme/femme.

Toujours concernant cette première hypothèse, je suis parvenue à un troisième résultat. Les nombreuses difficultés rencontrées pour tenter de rendre compte de l'état de la division sexuelle du travail et de son évolution peuvent être en partie explicatives. Le caractère tronqué des données statistiques, la diffusion et la circulation d'un discours produit par les institutions internationales qui centre le regard sur les femmes sans les mettre en rapport avec les hommes à l'heure de la mondialisation font partie des conditions objectives dans lesquelles les militantes ont tenté de construire une plate-forme de lutte commune. Ces revendications potentiellement unificatrices entre femmes se sont appuyées sur ces discours. Si bien que l'on n'est pas capable de mesurer le travail qui est fourni par les femmes et qui est approprié par les hommes. On croise les femmes et le capital, les femmes

et le capitalisme, les femmes et la mondialisation, mais on publie les hommes. C'est le rapport hommes/femmes qui disparaît.

Deuxième hypothèse

Une fois écartée l'hypothèse selon laquelle on assisterait à un effritement de la division sexuelle du travail au profit d'autres formes d'exploitation, il fallait aller voir du côté des militantes et du mode d'organisation de la *Marche mondiale des femmes*. Car les revendications sont le produit d'une activité militante. Cette activité, il fallait donc l'interroger. C'est ici que j'ai finalement mobilisé les observations (je savais enfin quoi chercher).

Il s'agissait de chercher à voir s'il n'y avait pas du côté de la composition sociale, du groupe des organisatrices de la Marche ainsi que du côté de l'organisation du travail de définition, des revendications, des éléments qui pouvaient expliquer l'impasse sur le travail. Est-ce qu'il n'y a pas, du côté de l'organisation du travail militant, des éléments qui ont pu faire obstacle à la construction d'un rapport collectif au travail domestique notamment ?

Mes résultats ne sont que partiels. D'abord j'ai montré dans cette thèse que les militantes qui ont organisé la Marche et qui ont élaboré les revendications sont des héritières du mouvement féministe québécois de la deuxième vague, qu'elles ont bénéficié des acquis de ce mouvement notamment sur le plan de leur rapport à l'emploi. Elles échappent en effet dans une certaine mesure au sort qui est réservé à la très grande majorité des femmes sur le marché du travail, à savoir la déqualification. Les organisatrices de la Marche sont des militantes professionnelles. Elles ont l'avantage de militer entre femmes dans des espaces où l'on reconnaît les qualifications des unes et des autres. Elles n'ont donc pas à revendiquer leur qualification et cela peut contribuer à expliquer qu'elles n'aient pas perçu le travail comme un enjeu central. Cependant, ce rapport particulier à l'emploi ne peut pas être explicatif à lui seul. J'ai tenté de montrer qu'on ne pouvait se contenter de tirer un lien mécanique de cause à effet entre leurs rapports à l'emploi des organisatrices de la Marche et l'impasse sur le travail.

Du côté de l'organisation, il me semble que la division du travail militant dans la Marche peut être explicative. Dans la Marche, la division sexuelle du travail prend forme entre théoriciennes et praticiennes ; entre celles qui se chargent du travail intellectuel et celles qui, parce qu'elles ne se sentent pas suffisamment compétentes, se consacrent à la « job de bras » pour reprendre une expression qui me semble très significative d'une déqualification d'une partie du travail militant à laquelle on a de la difficulté à trouver des solutions. Toutefois, j'ai souligné que toutes les militantes de la Marche partageaient un sentiment d'incompétence en matière d'économie, y compris celles qui s'inscrivent dans le comité « stratégie ». Ce qui explique qu'elles se soient appuyées sur des revendications déjà-là, en particulier celles du mouvement alter mondialiste. Et c'est précisément parce que nous nous sommes appuyées sur des revendications qui étaient déjà-là que ni la composition sociale des groupes des organisatrices, ni le mode d'organisation du travail militant ne peuvent suffire à expliquer l'impasse sur la question de la division sexuelle du travail.

Par ailleurs, le fait que l'espace-temps militant soit professionnalisé et que le rapport au temps militant soit calqué sur le rapport au temps professionnel me semble explicatif. Je m'explique. Le temps du domestique est exclu de l'organisation de la *Marche mondiale des femmes*, de l'espace collectif, ce qui contrarie sans aucun doute l'apprentissage collectif nécessaire à la construction d'un rapport politique au travail domestique. J'ai avancé que cette exclusion pouvait être l'un des effets de l'institutionnalisation du mouvement féministe. Ainsi en est-il de la spécialisation militante entre celles qui connaissent le dossier pauvreté et celles qui connaissent le dossier violences. De nombreuses divisions opèrent et structurent l'organisation si bien que le travail de définition des revendications n'est pas collectivisé.

Sur cette deuxième piste toutefois, c'est-à-dire sur cette question des liens entre travail professionnel, travail domestique, travail militant et prises de position politique, mes matériaux ne me permettent pas d'aller plus loin. Cette question mériterait d'être creusée, en particulier la question du rapport que les militantes féministes entretiennent au travail domestique. Il s'agit de l'un des angles morts de ma recherche, mais aussi d'un prolongement possible. Mes matériaux ne m'ont pas permis d'intégrer le rapport des militantes au travail domestique dans l'analyse, si bien que ma compréhension de leur rapport au travail est faussée, tronquée. Il s'agit d'une réelle limite qu'il faudrait pouvoir dépasser pour avancer sur cette question du lien qui peut exister entre le rapport au travail domestique et la conscience de sexe. En fait, comment le rapport au travail domestique des féministes a évolué ? A-t-il évolué ? C'est un sujet complètement inexploré. J'ai cherché partout et je n'ai rien trouvé là-dessus. On ne parle plus de travail domestique (non rémunéré) en recherches féministes.

Quoiqu'il en soit la recherche de l'explication ne pouvait faire l'économie d'une analyse des représentations qui ont sous-tendu l'élaboration des revendications. Je me suis donc appuyée sur l'analyse de contenu du corpus revendicatif de la Marche pour tester l'hypothèse d'une dématérialisation des rapports sociaux de sexe et ouvrir sur la question de ses effets. Ce que je veux désigner, c'est la tendance que nous avons à réduire la domination masculine à ses dimensions physiques et symboliques et à oublier que la domination masculine c'est aussi une oppression matérielle ; un rapport social d'exploitation. Les hommes dominant symboliquement les femmes, les hommes oppriment physiquement les femmes, mais les hommes exploitent aussi les femmes. Voilà ce que je veux désigner par la notion de dématérialisation.

Il me semble que les résultats obtenus de l'analyse de contenu confirment la dématérialisation de l'oppression des femmes. J'ai tenté d'en préciser les formes symptomatiques de cette dématérialisation dans le cas circonscrit de la Marche : une définition restrictive du travail pour laquelle seul le travail professionnel est pensé comme du travail (on oublie le travail domestique), un usage détourné de la catégorie d'exploitation et ses euphémisations qui montrent bien qu'elle n'est pas centrale dans l'analyse de la pauvreté (on oublie que si les femmes sont plus pauvres c'est parce que les hommes s'approprient leur force de travail) et une tendance à dissocier les violences physiques corporelles de l'exploitation (on sépare les deux). J'ai voulu montrer comment ces représentations tronquées, dominantes

du travail, de l'exploitation et de l'économie non seulement contribuaient à expliquer que la division sexuelle du travail ne soit pas au centre des revendications, mais au-delà, qu'elles contribuaient à fausser l'analyse de la réalité de la mondialisation elle-même du capitalisme néo-libéral et des contradictions actuelles de l'organisation économique.

C'est finalement sur cette nouvelle hypothèse que débouche mon travail. Il me semble que lorsque de l'on occulte la division sexuelle du travail, l'exploitation particulière que subissent les femmes dans les rapports sociaux de sexe, on a, du coup, des représentations complètement faussées de ce qu'est le capitalisme actuellement et de la manière dont il se produit, se reproduit, persiste, etc. En d'autres termes, lorsque l'on oublie l'exploitation du travail des femmes par les hommes, on a aussi des représentations tronquées de l'organisation des rapports économiques entre hommes et, du coup, entre femmes. Ce que cela veut dire, c'est que si les féministes veulent lutter contre le racisme, le capitalisme, les nouvelles formes de colonialisme, etc., en aucun cas, elles ne doivent pour le faire oublier la division sexuelle du travail. Cet oubli n'est pas propice à une meilleure compréhension des rapports de classe entre femmes. Je renvoie au débat actuel, où il y a une tendance à dire que les féministes ont oublié de travailler sur le racisme, sur le capitalisme, sur le colonialisme, etc. J'ai voulu montrer dans ma thèse que ce n'est pas parce que l'on n'est pas assez anti-capitalisme ou pas assez alter mondialiste, mais plutôt parce que l'on oublie de penser à notre propre travail, c'est-à-dire à l'exploitation subie par les hommes.

Par exemple : l'exclusion du travail domestique de la définition du travail vient limiter l'horizon des possibles au moment de s'attaquer au problème de l'emploi et du rapport salarial. En fait, lorsque l'on oublie le travail domestique dans la critique du travail salarial, on fragilise la critique de la société salariale. L'occultation du travail domestique au moment de s'attaquer au problème de l'emploi vient fermer la liste des revendications possibles. On se retrouve avec des alternatives comme l'équité salariale, l'égalité salariale, etc. Mais si on intégrait réellement le travail domestique et la question de sa répartition comme un enjeu majeur et décisif de l'organisation capitaliste, il me semble que l'on pourrait construire des revendications anti-capitalistes beaucoup plus radicales.

Conclusion

Enfin, je veux finir sur l'une des limites de ma recherche qui est sans doute la plus importante. Comme vous l'avez sûrement compris, cette thèse n'est finalement pas du tout une étude de la *Marche mondiale des femmes* comme mouvement social pour plusieurs raisons. D'abord parce que ça n'était pas possible. Je veux insister sur le fait que ma thèse est principalement centrée sur l'un des paradoxes de la *Marche mondiale des femmes* qui est finalement devenu mon objet d'étude. Sur ce point, le choix de travailler en termes de classe de sexe a eu de nombreuses incidences. Évidemment, lorsque l'on considère que le groupe des femmes constitue une classe et qu'en soi, ce groupe est dépassable ou supprimable, on est forcément conduit de s'interroger sur les obstacles à l'émancipation.

Aussi, j'ai sciemment centré mon questionnement sur ces limites et il ne m'a pas été possible de procéder à une seconde démarche, qui serait pourtant nécessaire.

Elle consisterait à centrer le regard sur les acquis de la Marche, sur les avancées qu'elle a permis de réaliser dans la construction de solidarités entre femmes. Mon impasse sur le caractère émancipatoire de la *Marche mondiale des femmes* pose évidemment problème. En terminant, il est évident que le regard que j'ai posé sur la *Marche mondiale des femmes de 2000* n'est absolument pas représentatif de la réalité de la *Marche mondiale des femmes* et de ses avancées.

EXTRAITS des échanges qui ont suivi la conférence

N.B. : J'aimerais avoir ton point de vue sur les questions de l'avortement et des droits des lesbiennes qui ont été, comme tu le sais, objets de dissension au sein de la Marche.

Elsa Galerand : Je me suis appuyée sur les travaux de Paola Tabet dans *La construction sociale des inégalités*, qui a décortiqué l'organisation sociale de la sexualité. Beaucoup de féministes avaient montré que l'organisation du marché du travail et du salariat étaient sexués. Mais très peu avaient démontré que la reproduction est elle-même organisée socialement, c'est-à-dire que des pratiques sociales, des politiques publiques, etc., sont mises en place pour que les pulsions sexuelles des femmes soient canalisées vers des pulsions sexuelles de reproduction. Tabet a montré comment la reproduction humaine, le truc le plus naturalisé dans le sens commun, n'échappe pas à l'organisation sociale et est notamment organisé par la division sexuelle du travail. En s'appuyant sur divers travaux dans le domaine anthropologique, elle explique, en particulier, comment en retirant les outils de production des mains des femmes, on les assigne au travail de reproductrice et les contraint à faire de leur corps un outil de travail. Dépossédées des outils et des techniques, elles sont contraintes à travailler avec leur propre corps. Donc cette assignation à la reproduction, ajoutée de la contrainte à l'hétérosexualité, légitime le travail des femmes fait au service des hommes.

L.K. : Quel est l'écart chez Paola Tabet entre la reproduction et la prostitution ?

Elsa Galerand : J'ai exactement le même questionnement. C'est-à-dire qu'il y a un décalage entre ses travaux sur la contrainte à l'hétérosexualité et la reproduction et ses travaux sur la prostitution. On passe à l'échange économique-sexuel et soudainement la dépossession des outils de production disparaît de son analyse. Mais en ce qui concerne la reproduction sociale et la contrainte à l'hétérosexualité, je n'ai jamais rien lu d'aussi fort sur la manière dont les corps féminins sont construits par l'organisation sociale en général. C'est exactement ce dont je parlais précédemment : « les femmes doivent se servir de leur sexe pour survivre ». Cette phrase m'a marquée pour deux raisons. Premièrement, on y comprend bien les conditions dans lesquelles les femmes essayent d'organiser leur vie pour survivre. Le capitalisme n'a pas besoin que le travail soit divisé selon le sexe pour fonctionner en s'appropriant le surtravail. Le rapport salarial peut très bien survivre comme rapport d'exploitation sans que le travail soit divisé entre les hommes et les femmes. Deuxièmement, la prostitution a été le seul phénomène qui dans le cadre des consultations pour la plateforme de la *Marche mondiale des femmes de 2000* référait directement aux conditions de survie, aux conditions de production et donc aux conditions matérielles. Toutes les autres interventions, pour ou contre l'inclusion des revendications sur l'avortement et les droits des femmes lesbiennes, portaient plutôt sur l'idéologie ou les valeurs du genre : « les lesbiennes sont des femmes comme les autres, nous sommes une marche mondiale des femmes alors il faut introduire ces revendications ».

L. K. : Je croyais que le capitalisme avait absolument besoin de la division sexuelle du travail...

Elsa Galerand : Il s'appuie sur la division sexuelle du travail pour se reconfigurer. Mais en soi, la logique capitaliste qui veut qu'on s'approprié le surtravail de quelqu'un n'a absolument pas besoin de diviser ce travail entre les hommes et les femmes. Le capitalisme ne crée pas la division sexuelle, mais s'y appuie. Cette division sexuelle n'existe pas pour les intérêts du capital, elle existe pour les intérêts des hommes. Et c'est ça que l'on oublie. On pense qu'aujourd'hui, les seuls bénéficiaires de la division sexuelle du travail sont les propriétaires des moyens de production. Et non. C'est cette idée d'irréductibilité. Bien sûr que c'est imbriqué. Bien sûr que le capitalisme se nourrit de la division sexuelle du travail. Mais quand on lutte contre le capitalisme, on ne lutte pas contre l'exploitation particulière des femmes par les hommes. On oublie cette dimension-là.

C. C. : Mais le capitalisme ne se nourrit-il pas du fait qu'une grande part du travail est faite sans rémunération par les femmes. Donc la dimension sexe, elle est quand même là. Je voudrais revenir sur un élément de ta conclusion à l'effet que, dans le Mouvement des femmes et ailleurs, on occulte la question du travail domestique. Il y a plusieurs raisons à cela. D'une certaine manière, on laisse sous-entendre qu'il est en train de disparaître : on fait moins d'enfants, on a des machines et autres appareils qui simplifient les tâches, et de plus en plus les hommes partagent. Donc d'une certaine manière, c'est un effet pervers parce que l'on s'est battue pour le partage des tâches, mais ça n'a pas changé le rapport tout à fait inégal du deux tiers du travail domestiques qui est encore fait par les femmes. Les femmes sont tellement imprégnées de cette idéologie que puisque les hommes en font plus qu'autrefois, elles n'osent même plus se plaindre. Et il y a donc une mystification d'un travail domestique qui reposerait moins sur les épaules des femmes, parce que les hommes maintenant s'impliquent par rapport aux enfants. On a abandonné de réfléchir sur cet aspect-là du travail gratuit dans la sphère non marchande. Et je me demande si ce n'est pas lié au fait que nous étions coincées avec la revendication de la rémunération. On s'est beaucoup divisé sur cette question-là. On ne voulait pas que les femmes soient payées pour cela. On s'est dit que de toute façon, les femmes vont entrer sur le marché du travail, devenir autonomes, de sorte que le travail domestique va devenir une entité tout à fait négligeable. Mais ce n'est pas cela qui est arrivé. Nous avons contribué à cette invisibilisation et à cette banalisation. Théoriquement, il y a peu de personnes qui réfléchissent à cela et sur le plan des revendications, je crois que c'est l'AFÉAS qui demande que l'on ait des crédits d'impôts. On en parle aussi à travers de la question du *care*. En fait, c'est là depuis le début du Mouvement des femmes. C'est vraiment notre talon d'Achille.

Elsa Galerand : Je suis d'accord et s'il y a quelque chose qui est vrai maintenant, et qu'il ne l'était pas dans les années 1970, c'est qu'on ne parle plus de ça. Dans les années 1970, on savait que l'on n'avait pas de revendication. On ne savait pas comment prendre le problème. Mais on le prenait quand même. Il y avait des débats sur le travail domestique. Et justement la fameuse revendication « un salaire pour un travail ménager », il me semble que c'était un débat central dans le Mouvement féministe. Aujourd'hui, on n'en parle plus. C'est comme si, effectivement, tous nos espoirs étaient mis dans le marché du travail. Et justement cette fameuse idée des marxistes que les femmes prolétaires n'ont qu'à entrer sur le marché du travail, à aller travailler comme les hommes et après on fera tous un lutte anticapitalisme... C'est comme si, puisque nous n'avons pas de prise sur cette

question (en fait que l'on n'arrive pas à évaluer ce travail) on contourne le problème. On se dit que l'on va s'attaquer au marché du travail et l'on espère que ça l'entraînera, du coup, une répartition plus juste du travail domestique. Sauf que quand on fait ça, on s'attaque mal au marché du travail. Du coup, on se retrouve à essayer d'avoir la même situation que les hommes sur le marché du travail, ce qui n'est pas possible, tant et aussi longtemps qu'il n'y aura rien de fait au niveau du travail domestique.

N. B. : Dans le débat en cours sur une politique de conciliation travail-famille, on se heurte aux mêmes difficultés. On remarque des clivages politiques entre les différentes d'associations communautaires et les groupes de femmes.

L. K. : Par rapport à la prostitution et au travail du sexe, c'est un peu la même impasse de dire que les femmes vont entrer sur le marché du travail, vont avoir une autonomie économique et cela va régler les problèmes entre les hommes et les femmes. Mais on se rend effectivement compte que cette pensée ne s'attaque pas au fondement des choses. Quand on est sur le terrain et que l'on se dit que l'on ne divisera pas nos troupes, on passe sur certaines choses. Comment penser ces choses que l'on « met sous le tapis » afin d'éviter de se diviser ?

Elsa Galerand : Là dans la Marche il y a une réalité que je n'ai pas évoquée, mais qui est hyper importante. Concrètement, dans les rencontres internationales, on a trois jours et un agenda hallucinant. C'est une question de moyens. La *Marche mondiale des femmes*, ce n'est pas des petits groupes de conscience inspirés des années 1970 où l'on a plus de temps pour réfléchir collectivement. Une des limites expérimentées dans la Marche c'est que l'on a peu de temps pour l'apprentissage collectif. Mais il y a effectivement, et c'est autre chose, une tendance à mettre les divisions un peu de côté parce qu'il faut avancer. Bien sûr que l'on avance, mais en même temps, lorsque l'on fait cela, on s'impose des limites. Ce qui m'intéressait c'était un peu cela, c'est-à-dire de voir comment, en tant que femme, on a un potentiel subversif incroyable, et notamment vis-à-vis la société salariale. Si on revendiquait demain la fin de la division sexuelle du travail et du travail domestique, la société salariale exploserait. Et on irait beaucoup plus loin que les hommes anticapitalisme, alter mondialiste, révolutionnaires, etc. Mais comment ce fait-il qu'entre femmes on s'impose des limites dans ce qu'on peut revendiquer ? Pourquoi se fixe-t-on des limites et n'osons nous pas aller au-delà de certaines choses ? Ce que Christine Delphy dit, c'est qu'en l'occurrence, il faudrait vraiment toucher aux privilèges des hommes. Et ça, on ne le fait pas. On n'ose pas le faire. On se faisait justement cette réflexion dans la Marche en ce qui a trait aux violences. On s'adresse aux États, aux institutions, mais on a du mal à interpeller les hommes.

F. D. : Aussi on a peur de déstabiliser nos propres relations avec les hommes. Il y a une individualité là-dedans également.

D. M. : Je comprends que tu es obligée par la « machine » scientifique et disciplinaire à faire preuve à un moment donné d'objectivité. Mais, je trouve que ton point de vue ne révèle qu'une épaisseur de la dynamique. C'est pourquoi je considère qu'il serait très intéressant et enrichissant que des militantes écrivent l'histoire de la *Marche mondiale des femmes* pour ne pas en oublier des bouts. J'en ai déjà écrit un petit peu, mais je trouve cela très difficile parce que j'en reviens

rapidement à théoriser à partir de mes propres interprétations et expériences. Donc j'aimerais que l'on se mette à quelques-unes qui l'ont vécu de l'intérieur pour écrire dessus, pour faire quelque chose de parlant à la fois pour les féministes professionnelles, militantes et universitaires. Ce qui est important, et ça m'étonne que tu ne l'aies pas remarqué dans tes lectures, c'est que la toute première revendication que le petit comité qui avait commencé à penser la plateforme revendiquait 50 % des richesses et que les hommes accomplissent 50 % du travail. Et c'était, je pense, beaucoup plus radical que ce à quoi nous avons abouti à la fin. La raison pour laquelle cela n'a pas été retenu était justement parce que c'était trop « simpliste ». Les femmes ne comprenaient pas pourquoi 50 % des richesses. L'enjeu était de voir comment on allait mobiliser des millions de femmes à travers le monde, si elles-mêmes ne comprenaient pas notre message. Ce qui est donc ressorti le plus facilement, c'était la question des droits humains, ce qui, selon moi, en tant que féministe radicale, est en soi un problème. Parce qu'en effet, la plateforme des droits humains ne rend pas compte du phénomène de matérialisation des rapports sociaux de sexe.

L. K. : Donc si l'on veut retravailler toute la question de l'imbrication des systèmes d'oppression, faut-il faire le deuil temporairement des grands rassemblements ?

Elsa Galerand : Pour ma part, je crois encore aux grands rassemblements et aux mouvements de masse. Les petites coalitions affinitaires, c'est intéressant, mais le rapport de force est grandement diminué. De plus, tout le monde s'accorde pour dire que le capitalisme s'appuie sur le patriarcat, mais on ne dit pas que patriarcat s'appuie sur le capitalisme. Il faut définitivement en faire une lutte commune.